



DOCUMENT INFORMATION

FILE NAME : Ch_VII_2

VOLUME : VOL-1

CHAPTER : Chapter VII. Traffic in Persons

TITLE : 2. International Convention for the Suppression of
the Traffic in Women and Children, concluded at
Geneva on 30 September 1921, as amended by the
Protocol signed at Lake Success, New York, on 12
November 1947.



CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA REPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS

Ouverte à la signature, à Genève, du 30 septembre 1921 au 31 mars 1922, amendée par le Protocole signé à Lake Success, New-York, le 12 novembre 1947

L'Albanie, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, l'Empire britannique (avec le Canada, le Commonwealth d'Australie, l'Union Sud-Africaine, la Nouvelle-Zélande et l'Inde), le Chili, la Chine, la Colombie, Costa-Rica, Cuba, l'Esthonie, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lithuanie, la Norvège, les Pays-Bas, la Perse, la Pologne (avec Dantzig), le Portugal, la Roumanie, le Siam, la Suède, la Suisse et la Tchécoslovaquie;

Désireux d'assurer d'une manière plus complète la répression de la traite des femmes et des enfants, désignée dans les préambules de l'Arrangement du 18 mai 1904 et de la Convention du 4 mai 1910 sous le nom de "Traite des Blanches";

Ayant pris connaissance des recommandations inscrites à l'Acte final de la Conférence internationale qui s'est réunie à Genève, sur convocation du Conseil de la Société des Nations, du 30 juin au 5 juillet 1921; et

Ayant décidé de conclure une Convention additionnelle à l'Arrangement et à la Convention ci-dessus mentionnés:

Ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL SUPRÊME DE
L'ALBANIE:**

Monseigneur Fan S. Noli, Député au Parlement, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND:

Son Excellence le Dr Adolf Müller, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE:

Son Excellence M. Albert Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein, ancien Ambassadeur, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES:

M. Michel Levie, Ministre d'Etat, Président de la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL:

Son Excellence le Dr Gastão Da Cunha, Ambassadeur à Paris, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN

Opened for signature at Geneva from 30 September 1921 to 31 March 1922, amended by the Protocol signed at Lake Success, New York, 12 November 1947

Albania, Germany, Austria, Belgium, Brazil, the British Empire (with Canada, the Commonwealth of Australia, the Union of South Africa, New Zealand and India), Chile, China, Colombia, Costa Rica, Cuba, Esthonia, Greece, Hungary, Italy, Japan, Latvia, Lithuania, Norway, the Netherlands, Persia, Poland (with Danzig), Portugal, Roumania, Siam, Sweden, Switzerland and Czechoslovakia;

Being anxious to secure more completely the suppression of the Traffic in Women and Children described in the preambles to the Agreement of May 18, 1904, and to the Convention of May 4, 1910, under the name of "White Slave Traffic";

Having taken note of the Recommendations contained in the Final Act of the International Conference which was summoned by the Council of the League of Nations and met at Geneva from June 30 to July 5, 1921; and

Having decided to conclude a Convention supplementary to the Arrangement and Convention mentioned above:

Have nominated for this purpose as their Plenipotentiaries:

**THE PRESIDENT OF THE SUPREME COUNCIL OF
ALBANIA:**

Monsignor Fan S. Noli, Member of Parliament, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH:

His Excellency Dr. Adolf Müller, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne.

THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC:

His Excellency M. Albert Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein, Former Ambassador, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS:

M. Michel Levie, Minister of State, President of the International Conference on Traffic in Women and Children.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BRAZIL:

His Excellency Dr. Gastão da Cunha, Ambassador in Paris, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Arthur James Balfour, O.M., M.P., Lord Président du Très Honorable Conseil privé de Sa Majesté, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations;

et

POUR LE DOMINION DU CANADA :

Le Très Honorable Charles Joseph Doherty, Ministre de la Justice et Procureur général, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

Le capitaine Stanley Melbourne Bruce, M.C., Membre de la Chambre des Députés, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

POUR L'UNION SUD-AFRICAINE :

L'Honorable Sir Edgar Harris Walton, K.C.M.G., Haut Commissaire de l'Union Sud-Africaine au Royaume-Uni, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

POUR LE DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE :

Le Très Honorable Sir James Allen, K.C.B., Haut Commissaire pour la Nouvelle-Zélande dans le Royaume-Uni, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

POUR L'INDE :

L'Honorable Theo Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique à Berne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

Son Excellence M. Agustin Edwards, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Son Excellence, M. Manuel Rivas Vicuña, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants et à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

Son Excellence M. Ouang Yong-Pao, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

Son Excellence M. le Dr Francisco José Urrutia, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Arthur James Balfour, O.M., M.P., Lord President of His Majesty's Most Honourable Privy Council, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations;

and

FOR THE DOMINION OF CANADA :

The Right Honourable Charles Joseph Doherty, Minister of Justice and Attorney-General, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :

Captain Stanley Melbourne Bruce, M.C., Member of the House of Representatives, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA :

The Honourable Sir Edgar Harris Walton, K.C.M.G., High Commissioner for the Union of South Africa in the United Kingdom, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND :

The Honourable Sir James Allen, K.C.B., High Commissioner for New Zealand in the United Kingdom, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

FOR INDIA :

The Honourable Theo Russell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty in Berne.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

His Excellency M. Agustin Edwards, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at London, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

His Excellency M. Manuel Rivas Vicuña, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne, Delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children and to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

His Excellency M. Ouang Yong-Pao, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

His Excellency Dr. Francisco José Urrutia, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

Son Excellence M. le Dr A. J. Restrepo, Avocat de la République pour l'arbitrage colombo-vénézuélien, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA :

Son Excellence M. Manuel Maria de Peralta, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

Son Excellence M. Guillermo de Blanck, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne et à La Haye, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTHONIENNE :

Son Excellence M. Antoine Piip, Ministre des Affaires étrangères, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

M. Vassili Dendramis, Directeur du Secrétariat hellénique permanent auprès de la Société des Nations, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DE HONGRIE :

M. Félix Parcher de Terjekfalva, Chargé d'Affaires à Berne.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le Marquis G. Imperiali dei Principi di Francavilla, Ambassadeur, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Son Excellence M. le Baron G. Hayashi, Ambassadeur à Londres, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. M. V. Salnaïs, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LITHUANIENNE :

M. Ernest Galvanauskas, Ministre des Finances, du Commerce, de l'Industrie et des Voies de communication, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. le Professeur Dr Fridtjof Nansen, Président de la Délégation norvégienne à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

His Excellency Dr. A. J. Restrepo, Barrister for the Republic in the Colombo-Venezuelan arbitration, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COSTA RICA :

His Excellency M. Manuel Maria de Peralta, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Paris, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

His Excellency M. Guillermo de Blanck, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne and The Hague, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTHONIA :

His Excellency M. Antoine Piip, Minister for Foreign Affairs, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

M. Vassili Dendramis, Director of the Permanent Greek Secretariat for the League of Nations, delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children.

HIS SERENE HIGHNESS THE GOVERNOR OF HUNGARY :

M. Felix Parcher de Terjekfalva, Chargé d'Affaires in Berne.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency the Marquis G. Imperiali dei Principi di Francavilla, Ambassador, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

His Excellency M. le Baron G. Hayashi, Ambassador at London, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. M. V. Salnaïs, Under-Secretary of State for Foreign Affairs, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC :

M. Ernest Galvanauskas, Minister for Finance, Commerce, Industry and Communications, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Dr. Fridtjof Nansen, President of the Norwegian Delegation to the Second Assembly of the League of Nations.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. le Jonkheer A. T. Baud, Attaché à la Légation des Pays-Bas à Berne.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE :

Son Altesse le Prince Arfa-ed-Dowleh, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. Jean Perłowski¹, Secrétaire général de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Son Excellence M. Alfredo Freire d'Andrade, ancien Ministre des Affaires étrangères, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence M. E. Margaritescu Greciano, Ministre plénipotentiaire, Chargé d'Affaires à Berne, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Son Altesse le Prince Charoon, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Conférence internationale de la traite des femmes et des enfants et à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

M. Giuseppe Motta, Conseiller fédéral, Chef du Département politique fédéral, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Son Excellence M. le Dr Robert Flieder, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, pour autant qu'elles ne seraient pas encore parties à l'Arrangement du 18 mai 1904 et à la Convention du 4 mai 1910, de transmettre, dans le plus bref délai et dans la forme prévue

¹ M. Perłowski est chargé en même temps par le Gouvernement polonais de représenter la Ville libre de Dantzig.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer A. T. Baud, Attaché at the Netherlands Legation in Berne.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Highness the Prince Arfa-ed-Dowleh, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Jean Perłowski,¹ Counsellor of Legation, Secretary-General of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. Delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

His Excellency, M. Alfredo Freire d'Andrade, Former Minister for Foreign Affairs, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. E. Margaritescu Greciano, Minister Plenipotentiary and Roumanian Chargé d'Affaires in Berne, Delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children.

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

His Highness the Prince Charoon, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children and to the Second Assembly of the League of Nations.

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION :

M. Giuseppe Motta, Federal Councillor, Head of the Political Federal Department, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

His Excellency Dr. Robert Flieder, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne.

Who having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties agree that, in the event of their not being already Parties to the Agreement of May 18, 1904, and the Convention of May 4, 1910, mentioned above, they will transmit with the least possible delay, their

¹ M. Perłowski is also authorised by the Polish Government to represent the Free City of Danzig.

aux Arrangement et Convention ci-dessus visés, leurs ratifications des dits Actes ou leurs adhésions aux dits Actes.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de prendre toutes mesures en vue de rechercher et de punir les individus qui se livrent à la traite des enfants de l'un et de l'autre sexe, cette infraction étant entendue dans le sens de l'article 1er de la Convention du 4 mai 1910.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de prendre les mesures nécessaires en vue de punir les tentatives d'infractions et, dans les limites légales, les actes préparatoires des infractions prévues aux articles 1 et 2 de la Convention du 4 mai 1910.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, au cas où il n'existerait pas entre elles de conventions d'extradition, de prendre toutes les mesures qui sont en leur pouvoir pour l'extradition des individus prévenus des infractions visées aux articles 1 et 2 de la Convention du 4 mai 1910, ou condamnés pour de telles infractions.

Article 5.

Au paragraphe B du Protocole final de la Convention de 1910, les mots "vingt ans révolus" seront remplacés par les mots "vingt et un ans révolus".

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, dans le cas où elles n'auraient pas encore pris de mesures législatives ou administratives concernant l'autorisation et la surveillance des agences et des bureaux de placement, d'édicter des règlements dans ce sens afin d'assurer la protection des femmes et des enfants cherchant du travail dans un autre pays.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en ce qui concerne leurs services d'immigration et d'émigration, de prendre des mesures administratives et législatives destinées à combattre la traite des femmes et des enfants. Elles conviennent notamment d'édicter les règlements nécessaires pour la protection des femmes et des enfants voyageant à bord des navires d'émigrants, non seulement au départ et à l'arrivée, mais aussi en cours de route, et à prendre des dispositions en vue de l'affichage, dans les gares et dans les ports, d'avis mettant en garde les

ratifications of, or adhesions to, those instruments in the manner laid down therein.

Article 2.

The High Contracting Parties agree to take all measures to discover and prosecute persons who are engaged in the traffic in children of both sexes and who commit offences within the meaning of Article 1 of the Convention of May 4, 1910.

Article 3.

The High Contracting Parties agree to take the necessary steps to secure punishment of attempts to commit, and, within legal limits, of acts preparatory to the commission of the offences specified in Articles 1 and 2 of the Convention of May 4, 1910.

Article 4.

The High Contracting Parties agree that, in cases where there are no extradition Conventions in force between them, they will take all measures within their power to extradite or provide for the extradition of persons accused or convicted of the offences specified in Articles 1 and 2 of the Convention of May 4, 1910.

Article 5.

In paragraph B of the Final Protocol of the Convention of 1910, the words "twenty completed years of age" shall be replaced by the words "twenty-one completed years of age".

Article 6.

The High Contracting Parties agree, in case they have not already taken legislative or administrative measures regarding licensing and supervision of employment agencies and offices, to prescribe such regulations as are required to ensure the protection of women and children seeking employment in another country.

Article 7.

The High Contracting Parties undertake in connection with immigration and emigration to adopt such administrative and legislative measures as are required to check the traffic in women and children. In particular, they undertake to make such regulations as are required for the protection of women and children travelling on emigrant ships, not only at the points of departure and arrival, but also during the journey and to arrange for the exhibition, in railway stations and in ports, of notices warning women and children of the danger of the traffic and

femmes et les enfants contre les dangers de la traite et indiquant les lieux où ils peuvent trouver logement, aide et assistance.

Article 8.

La présente Convention, dont le texte français et le texte anglais font également foi, portera la date de ce jour et pourra être signée jusqu'au 31 mars 1922.

Article 9.

La présente convention est sujette à ratification. A partir du 1er janvier 1948, les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en notifiera la réception aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente Convention dès que le dépôt de la première ratification aura été effectué.

Article 10.

Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pourront adhérer à la présente Convention.

Il en sera de même pour les Etats non membres auxquels le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies pourra décider de communiquer officiellement la présente Convention.

Les adhésions seront notifiées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en avisera tous les Etats Membres ainsi que les Etats non membres auxquels le Secrétaire général aura communiqué copie de la Convention.

Article 11.

La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque partie, à la date du dépôt de sa ratification ou de son acte d'adhésion.

Article 12.

Tout Etat partie à la présente Convention pourra la dénoncer en donnant un préavis de douze mois.

La dénonciation sera effectuée au moyen d'une notification écrite adressée au Secrétaire

indicating the places where they can obtain accommodation and assistance.

Article 8.

The present Convention, of which the French and the English texts are both authentic, shall bear this day's date, and shall be open for signature until March 31st, 1922.

Article 9.

The present Convention is subject to ratification. As from 1 January 1948 instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the United Nations, who will notify the receipt of them to Members of the United Nations and to non-member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Secretariat of the United Nations.

In order to comply with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the deposit of the first ratification.

Article 10.

Members of the United Nations may accede to the present Convention.

The same applies to non-member States to which the Economic and Social Council of the United Nations may decide officially to communicate the present Convention.

Accession will be notified to the Secretary-General of the United Nations, who will notify all Members of the United Nations and the non-member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention.

Article 11.

The present Convention shall come into force in respect of each Party on the date of the deposit of its ratification or act of accession.

Article 12.

The present Convention may be denounced by any State which is a Party thereto, on giving twelve months' notice of its intention to denounce.

Denunciation shall be effected by notification in writing addressed to the Secretary-General of

JAPON	The undersigned delegate of Japan reserves the right on behalf of his Government to defer confirmation with regard to Article 5 of this Convention, and declares that his signature does not include Chosen, Taiwan and the leased territory of Kwantung ¹ .	JAPAN
	HAYASHI.	
LETTONIE	M. V. SALNAIS	LATVIA
LITHUANIE	GALVANAUSKAS	LITHUANIA
NORVEGE	Fridtjof NANSEN	NORWAY
PAYS-BAS	A. T. BAUD	THE NETHERLANDS
PERSE	Prince ARFA-ED-DOWLEH	PERSIA
POLOGNE ET DANTZIG	PERLOWSKI	POLAND AND DANZIG
PORTUGAL	A. Freire D'ANDRADE	PORTUGAL
ROUMANIE	Margaritescu GRECIANO	ROUMANIA
SIAM	With reservation as to the age limit prescribed in paragraph (b) of the final Protocol of the Convention of 1910 and Article 5 of this Convention, in so far as concerns the nationals of Siam ² .	SIAM
	CHAROON	
SUEDE	ADLERCREUTZ	SWEDEN
	Sous réserve de ratification avec l'approbation du Riksdag ³ .	
SUISSE	MOTTA	SWITZERLAND
	Sous réserve de ratification par l'Assemblée fédérale ⁴ .	
TCHECOSLOVAQUIE	Dr. Robert FLIEDER	CZECHOSLOVAKIA
NOUVELLE-ZELANDE	J. ALLEN	NEW ZEALAND
	I hereby declare that my signature does not include the mandated territory of Western Samoa ⁵ .	

¹ Le soussigné, délégué du Japon, réserve le droit au nom de son Gouvernement d'ajourner la confirmation de l'article 5 de la présente Convention et déclare que sa signature n'engage ni la Corée, ni Formose, ni le territoire loué du Kwantung.

² En faisant des réserves sur la limite d'âge prescrite au § b) du Protocole final de la Convention de 1910 et à l'article 5 de la présente Convention, en tant qu'ils s'appliquent aux ressortissants du Siam.

³ Subject to ratification with the approval of the Riksdag.

⁴ Subject to ratification by the Federal Assembly.

⁵ Je déclare par la présente que ma signature n'engage pas le territoire sous mandat du Samoa occidental.

CERTIFICATION

I hereby certify that the attached document is a true copy of the English and French texts of the International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children concluded at Geneva on 30 September 1921, as amended by the Protocol signed at Lake Success, New York, on 12 November 1947, done at Lake Success, New York, on 12 November 1947, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Chief, Treaty Section,
Office of Legal Affairs

CERTIFICAT

Je certifie que le texte ci-joint est une copie conforme des textes anglais et français de la Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants conclue à Genève le 30 septembre 1921, sous sa forme amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947, fait à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947, dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Chef de la Section des Traités,
Bureau des Affaires juridiques

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Palitha T. B. Kohona', written over a diagonal line.

Palitha T. B. Kohona

United Nations
New York, July 2005

Organisation des Nations Unies
New York, juillet 2005

Certified true copy VII.2
Copie certifiée conforme VII.2
November 2004